

TRAFIC DE DROGUE
ARMES - ASSASSINATS

ÇA SUFFIT !
appeldemarseille.fr

“ L'APPEL DE MARSEILLE ”

**Les habitants des quartiers populaires
n'en peuvent plus de l'emprise des réseaux.**

Quartiers populaires, la double peine

C'est chaque jour la survie face aux politiques libérales des gouvernements successifs aggravant toujours plus le chômage, la précarité, le mal-logement, les fermetures de classes et la disparition des services publics. C'est une existence privée de l'égalité des droits qui est pourtant le fondement de la République française.

C'est l'insécurité dans la cité ou le quartier face aux trafiquants de drogue qui s'approprient des bâtiments ou des rues, dressent des barrages en obligeant les riverains et leurs visiteurs à justifier leur passage.

Le sentiment d'être abandonnés

Les guerres de territoires des narcotrafiquants, avec leurs cortèges d'assassinats et de victimes « collatérales » qui endeuillent des familles, les pressions et menaces pour forcer des jeunes à intégrer un réseau ou à l'encontre de familles pour servir de « nourrices » créent un climat anxiogène notamment chez les enfants.

Et le fait que ces gangs exercent leurs activités au grand jour, sauf lors d'opérations ponctuelles de police très médiatisées, renforce chez les habitants le sentiment d'abandon.

UN APPEL LANCÉ DE MARSEILLE. MAIS PAS SEULEMENT POUR MARSEILLE !

Certes, Marseille détient le triste record d'assassinats liés au narcotrafic. Mais à fin novembre 2023, outre les **victimes d'homicides** à Marseille, **plus de 400 autres étaient à déplorer ailleurs dans le pays.**

Dans de **plus en plus de villes**, les habitants des quartiers populaires sont otages des trafiquants et trop souvent victimes de tirs entre gangs.

Le trafic de drogue et la violence qui l'accompagne se sont même étendus aux petites villes. Auditionnés par la commission d'enquête du Sénat sur le narcotrafic, les directeurs de la police nationale et de l'Office antistupéfiants ont confirmé qu'« **aucun territoire en France n'est épargné** ».

C'est donc partout dans le pays qu'il y a besoin de ramener la République là où elle n'est plus.

L'État doit agir. Maintenant !

Pourquoi, comment et jusqu'à quand faudrait-il supporter de vivre dans de telles conditions ?

Le président de la république et son gouvernement doivent prendre leurs responsabilités !

Ils ne peuvent rester sourds plus longtemps à la souffrance et la colère.

Ils doivent prendre des mesures pour **rétablir la sécurité et le droit à la tranquillité.**

Et en même temps, ils doivent agir pour **la justice sociale et l'égalité républicaine** dont les habitants des quartiers populaires sont privés depuis trop longtemps.

Engager une bataille déterminée et de grande ampleur contre tous les trafics

- **Restaurer la sécurité et le droit à la tranquillité** en s'attaquant aux réseaux de trafiquants dans les quartiers et villages ; donner la mission et les moyens aux forces de l'ordre de supprimer, autant de fois que nécessaire, les barrages filtrants des dealers à l'entrée des cités et quartiers qui entravent la libre circulation.
- **Reloger hors site les familles victimes** d'homicides et de menaces.
- **Stopper les trafics** de drogues et d'armes nécessite de mettre en œuvre de vrais moyens de surveillance de nos frontières, d'enquête, de justice :
 - **Doter les services des douanes, de la police et de la justice des moyens** humains, matériels et financiers leur permettant de lutter efficacement contre les réseaux.
 - **S'attaquer à la source**, c'est-à-dire aux **véritables « gros bonnets »** qui s'enrichissent aux prix du sang et des larmes de familles, et dirigent les réseaux bien souvent de l'étranger. Cela nécessite de renforcer les coopérations internationales, notamment au niveau de l'Europe, pour les identifier, les rechercher et les arrêter.
 - **Traquer les réseaux de financement et de blanchiment** des trafics. Retracer ces flux financiers permet d'identifier leurs commanditaires. Il est donc urgent de redonner aux services des douanes et à ceux chargés du contrôle du secteur financier, les moyens d'accomplir leurs missions. Et si des banques sont complices du blanchiment lié au narcotrafic, elles doivent être lourdement sanctionnées.
 - **Intervenir auprès des gouvernements des pays producteurs de drogue** en les mettant face à leurs responsabilités devant l'opinion publique et la communauté internationale, et décider de sanctions en cas de laxisme ou de complicité. Le gouvernement français doit par exemple intervenir en ce sens auprès du roi du Maroc.
- **Mettre en place un contrôle démocratique de l'utilisation** de l'argent, des biens et des avoirs des trafiquants saisis par la justice.

Répondre aux besoins des habitants

Parce que le trafic de drogue prospère sur le chômage, la pauvreté, la mal-vie, l'absence de perspective de la jeunesse, en grande partie causés par la destruction du tissu industriel et des emplois, il faut que la réindustrialisation et l'accès à des emplois qualifiés deviennent des priorités nationales.

L'État doit investir davantage dans l'Éducation nationale pour offrir à chaque jeune des savoirs émancipateurs et un enseignement de qualité, participant à réduire les inégalités sociales et culturelles. Il doit proposer de véritables formations initiales et continues débouchant sur des qualifications et des diplômes qui donnent des perspectives à l'ensemble de la population.

Tout le monde doit pouvoir bénéficier d'un logement digne et de qualité dans un cadre de vie serein et apaisé, car se loger est un droit humain fondamental.

Les services publics de proximité participent au maillage du territoire, ils doivent être réimplantés en urgence dans nos quartiers, villes et villages pour être enfin accessibles à toutes et tous.

Il faut désenclaver l'ensemble des territoires par des services de transport publics adaptés et permettant un accès égal à la mobilité.

L'État doit favoriser les actions socio-éducatives, la prévention, les activités sportives et culturelles, soutenir la richesse de la vie associative qui sont indispensables pour rétablir la justice sociale, la République et la démocratie dans nos territoires.

Construire un mouvement citoyen dans toute la France

- **Parce que** c'est partout dans le pays que des habitants de quartiers populaires, de villages, éprouvent la même souffrance et le même sentiment d'être des citoyens de second plan,
- **Parce que** les mesures à mettre en œuvre, pour éradiquer les trafics de drogues et d'armes, pour répondre à tous les besoins sociaux et ramener la République dans ces territoires, relèvent de politiques publiques à **l'échelle nationale**,

**IL Y A BESOIN D'UNE INITIATIVE
DE DIMENSION NATIONALE.**

appeldemarseille.fr

Je signe →

